

### Session 3

#### La souveraineté économique existe-t-elle encore ?

##### **Christian Makarian, *L'Express***

Pour commencer, nous avons le privilège de compter parmi nous Pascal Lamy, qui a été un acteur essentiel de la régularisation, mais qui a aussi commencé sa carrière dans la souveraineté nationale complète en tant que haut fonctionnaire. Il faut aussi rappeler qu'il a été le plus proche collaborateur de Jacques Delors.

Nous sommes heureux de la présence de Son Excellence Peter Ricketts, qui a été l'ambassadeur du Royaume-Uni en France pendant 4 ans, de 2012 à janvier 2016 après avoir dirigé la diplomatie britannique.

Monsieur Sakong est un témoin privilégié puisqu'il a été ministre de l'Économie et des Finances de son pays, la Corée du sud.

Madame Kocher, vous êtes une praticienne et aujourd'hui responsable d'un très grand groupe, Engie. Vous avez effectué votre carrière précédemment chez GDF Suez.

Mario Marcel, avant votre nomination comme gouverneur de la Banque centrale du Chili, vous avez été le directeur de la Banque mondiale chargé de la gouvernance.

Le débat sera conclu par Jean-Yves L

##### **Christian Saint-Étienne, *Cercle des économistes***

La souveraineté est effectivement un sujet-clé, avec une actualité brûlante compte tenu du Brexit, dont nous parlerons plus tard.

Définissons la souveraineté comme la capacité d'être maître chez soi, de résister aux attaques extérieures et aux tentatives de déstabilisation internes, et de choisir avec qui coopérer sur une base de respect mutuel. La souveraineté suppose l'indépendance politique et militaire et la capacité à assurer la prospérité économique de sa population en toutes circonstances.

La souveraineté économique est donc un attribut clé d'un État politiquement indépendant. Elle suppose que l'offre productive réponde aux principaux besoins alimentaires et énergétiques et aux principaux éléments de la demande de biens et services de la population. Dès lors, comment apprécier la souveraineté économique dans un monde de grande interdépendance ?

La souveraineté économique suppose que le système productif soit capable de répondre aux principaux besoins de la population. Elle suppose une certaine indépendance d'accès aux sources d'énergie ; elle permet de veiller à ce que les flux de commerce essentiels au bien-être de la population soient équilibrés entre les nations.

Cette question fondamentale se pose dans un contexte de forte globalisation, qui semble elle-même entrer dans une phase d'incertitude puisque le commerce mondial est en cours de ralentissement, mais que les chaînes de valeur sont en voie de désintégration. Il y a cinq ans, nous étions certains que la désintégration des chaînes de valeur s'accélérait. Or aujourd'hui les entreprises, elles-mêmes conscientes des risques mondiaux – entre autres la guerre en Méditerranée – associés aux systèmes de transport, recommencent partiellement à se réintégrer, au moins régionalement. La question a donc une dimension mondiale : qu'est-ce que la souveraineté économique dans un monde en globalisation ?

Dans la mesure où cette globalisation tend vers une certaine forme de régionalisation, comment cette dernière affecte-t-elle la souveraineté économique des nations ?

Se pose également une question sur les équilibres extérieurs : une nation peut-elle être

souverainement indépendante avec une balance courante indéfiniment déficitaire (sauf dans le cas du pays qui émet la monnaie mondiale, privilège très critiqué des États-Unis depuis les années cinquante. Pour les pays qui n'émettent pas leur propre monnaie, cette souveraineté pose une vraie question. Lorsqu'un pays évolue dans une zone monétaire, avec une banque centrale indépendante, il renonce aux leviers de la politique monétaire, donc des taux d'intérêt, et de la politique de change. Par ailleurs, dans la mesure où une gouvernance économique est en cours de mise en place au niveau européen qui limiterait fortement les possibilités d'utilisation du levier budgétaire, quel est le degré de souveraineté économique d'un État qui participe à une union monétaire ?

Les problématiques sont très vastes et étaient traitées jusqu'ici essentiellement comme des questions d'optimisation économique. Cependant, à partir du moment où des phénomènes politiques majeurs comme le Brexit surviennent, où la guerre revient à nos frontières, la Méditerranée se trouvant dans notre système global de frontières, dans la mesure où le terrorisme se développe sur notre sol et autour de nous, quels sont les vrais degrés de souveraineté économique dans un monde où la souveraineté politique semble elle-même être limitée ?

**Christian Makarian, *L'Express***

Monsieur Lamy, nous attendons de vous des précisions à propos de cette souveraineté économique. Comment faut-il la définir ? Et faut-il, comme le font de nombreux leaders populistes, l'opposer à la mondialisation ?

**Pascal Lamy, *ancien Directeur général de l'OMC***

Je vais prendre le risque d'un peu de provocation et répondre à la question posée de la manière suivante : la souveraineté économique est un concept dépassé par la globalisation. C'est une notion qui n'a plus guère de sens aujourd'hui et en aura encore moins demain. Christian Saint-Étienne a défini les contours de ce concept de souveraineté. Son auteur principal est un Français du XVI<sup>e</sup> siècle, Monsieur Jean Bodin, qui a défini la souveraineté comme « la puissance de commandement ». Pour des raisons qui tiennent à la structure de la globalisation, à ce qu'elle représente en termes d'interdépendance croissante, cette notion ne mérite pas qu'on s'y attarde beaucoup, elle est pratiquement dépassée par un autre concept, sur lequel je vais revenir. À la différence de Christian Saint-Étienne et d'un certain nombre d'éminents membres du Cercle des économistes, je ne partage pas l'opinion selon laquelle nous serions entrés dans une phase de déglobalisation. Il y a certes un ralentissement de la globalisation telle qu'elle s'est développée au cours des vingt ou trente dernières années, mais rien qui ressemble à un ralentissement du commerce mondial. Surtout si on le mesure comme il le faut, c'est-à-dire en valeur ajoutée. Il y a sans doute effectivement un ralentissement du rythme de globalisation dû par exemple à la fragilité de certaines chaînes de valeur globale. Mais la déglobalisation n'est pas pour demain. La globalisation va se poursuivre, car son moteur, la technologie, écrase le coût de la distance et n'a aucune raison de ralentir ou de s'arrêter. Pour autant, la globalisation est-elle un phénomène destiné à améliorer l'état de l'humanité ? Pas nécessairement, puisque la globalisation techno-économique, celle des infrastructures, ne va pas forcément de pair avec la globalisation des sociétés, des mentalités ou celle des superstructures politiques.

Cette notion de souveraineté économique, de mon point de vue, ne fait donc plus de sens. Ce que Jean Bodin appelait la puissance de commandement reste pourtant une question importante pour nos pays, mais ce n'est plus la souveraineté économique qui compte, c'est l'influence, c'est-à-dire la capacité d'interagir au mieux de ses propres intérêts dans un système où les interactions sont permanentes et croissantes en raison de cette interdépendance techno-économique. Il faut ici en venir à l'essentiel : quels sont les moyens de l'influence ? De mon point de vue, les moyens de l'influence résident dans la capacité à

additionner correctement du « jus de cervelle » : de la culture, de l'innovation, de la technologie, de la création. Ce qui fera l'influence d'un pays demain, c'est l'image et la capacité à impressionner la classe moyenne, qui composera l'essentiel de l'humanité dans trente ans. En d'autres termes, c'est d'abord la performance économique et sociale telle qu'elle s'exprime qui deviendra *in fine* la clef de la part de marché idéologique. Ce qui devrait nous ramener au débat européen.

Notre capacité à influencer sur les idées comptera plus que tout dans le monde de demain. Ça n'a pas toujours été vrai. Il y a eu des périodes où les guerres ont été dominées par des facteurs objectifs, industriels, comme la capacité d'armement. Je suis certain que la capacité de projeter des forces militaires dans certaines parties du globe participe de l'influence, mais ne constitue plus la souveraineté.

En termes de l'allocation de nos ressources, si nous voulons, nous Français et nous Européens, faire mieux ensemble que séparément, question à laquelle les Britanniques viennent de répondre autrement, la conclusion opérationnelle réside dans les valeurs auxquelles nous tenons pour notre identité. Ces moyens d'influence se trouvent dans le « jus de cervelle », donc dans l'éducation et la formation des cerveaux.

**Peter Ricketts, ancien Ambassadeur du Royaume-Uni en France**

Le plus grand désastre qui ait jamais frappé mon pays est le résultat du match Angleterre-Islande ! Plus sérieusement, je sais qu'on attend quelques commentaires sur le Brexit. Personnellement, je le considère comme un véritable désastre, un bouleversement de toute notre approche vis-à-vis l'Europe depuis les discours de Churchill en 1946. Nous sommes maintenant dans l'incertitude totale. Logiquement, une onde de choc va traverser les différents partis politiques. Un nouveau Premier ministre britannique va être choisi. À mon avis, ce sera Theresa May<sup>1</sup>, notre actuelle ministre de l'Intérieur. Le Parti travailliste est également très secoué. Et cela prendra un certain temps avant qu'il se stabilise. De nombreuses et excellentes analyses dans la presse française ont décrypté les motivations de cet événement extraordinaire. C'était avant tout une révolte de ceux qui se considèrent comme les perdants de la globalisation et de l'austérité, qui voient l'immigration comme une menace à leur train de vie, qui rejettent les solutions des élites londoniennes et bruxelloises, – qu'ils mettent d'ailleurs dans le même sac – et qui ont noué une alliance de circonstance avec des souverainistes populistes qui ont toujours voulu reprendre le contrôle sur nos affaires. Or il n'y a pas ni plan, ni projet. Une partie du camp du *Leave* ne croyait pas à la victoire. Aujourd'hui ces électeurs partagent un sentiment d'incertitude, de remords, voire de colère et s'estiment trahis par une campagne qui était pleine de promesses illusoires. S'y ajoutent des spéculations sur la possibilité de revenir sur ce vote. Personnellement, je n'y crois pas, un référendum a été organisé, il est difficile d'en ignorer les conséquences. Existe-t-il maintenant un moyen de négocier une sortie « ni-ni », ni totalement « *in* » ni totalement « *out* », qui pourrait préserver les avantages de nos relations économiques actuelles ? Je l'ignore, mais nous allons devoir faire un essai grandeur nature. Un pays de la taille du Royaume-Uni peut-il vraiment se séparer de son bloc économique-géographique et faire cavalier seul dans le monde ? J'en doute. Je suis persuadé, comme d'autres intervenants, que dans un monde de concurrence farouche, il est préférable de faire bloc ensemble et de rassembler de la souveraineté économique pour être plus forts. J'espère qu'une telle solution existe pour l'après-Brexit.

Les leçons de notre expérience sont évidentes : il est indispensable de s'attacher l'assentiment des peuples pour nos actions. Or cet assentiment n'est jamais assuré, surtout en période de

---

<sup>1</sup> Choisie par les Conservateurs, Theresa May sera effectivement nommée à la tête du gouvernement le 13 juillet. Elle était auparavant secrétaire d'État à l'intérieur dans le gouvernement de David Cameron.

faible croissance, d'austérité et de pression sur les services publics. Chez nous, depuis des décennies, les ministres, tous partis confondus, ne font aucun effort pour expliquer aux citoyens les raisons de la mondialisation, de l'Europe et de la nécessité de mutualiser la souveraineté. C'est là un facteur majeur dans la débâcle actuelle. Cette leçon est applicable ailleurs : quelles perspectives pour notre accord avec les États-Unis<sup>2</sup> si les opinions publiques en Europe y restent opposées, faute d'explication convaincante ? L'intégration de l'eurozone, qui paraît évidente à un si grand nombre d'experts, recueille-t-elle vraiment l'assentiment des peuples en Europe ? Y a-t-il des hommes ou des femmes politiques qui souhaitent réellement faire bloc contre la montée des populismes ?

Si l'Union européenne continue à gérer ses affaires de sa compétence avec ce qui est perçu comme une incompétence, et si la classe politico-parlementaire en Europe continue à déverser tous les problèmes sur l'Union européenne plutôt que d'expliquer pourquoi les dérogations de souveraineté sont nécessaires, alors le Brexit ne sera pas un événement isolé.

### **Christian Makarian**

Monsieur Lamy nous a dit que la notion de souveraineté était dépassée, est-ce vrai dans d'autres parties du monde, je me tourne vers la Corée et Monsieur Sakong, témoin privilégié puisqu'il a été ministre de l'Économie et des Finances de son pays.

### **Il Sakong, *Institute for Global Economics***

I would like just to make two rather generalised comments.

My first point regards the national economic sovereignty and the economy; the second point has to do with the importance of international economic policy cooperation and coordination, particularly in this very deeply interconnected world. Regarding the first question of national sovereignty and economy, why do we not rephrase the question or title of this session as "Should national economic sovereignty be a top national priority?" I do not think that any country can put economic sovereignty on top of the national priority at all times, particularly in today's deeply globalised world, simply because the costs of insisting on economic sovereignty can be just too high.

I just want to remind you that China 10 years ago made strenuous effort to join the WTO with some sacrifices of their national sovereignty. China is one illuminating case. The other opposite illuminating case is North Korea. I suppose they enjoy sovereignty but you know the consequences. However, having said that, in the political reality, economic logic and calculation do not always win. In the name of national sovereignty, the economy has to suffer sometimes. I suppose the Brexit can be argued as one case in point in this respect.

My second point regards the importance of international economic policy coordination, especially in today's world, even at some sacrifices of national economic sovereignty for economic benefits. This point, in my view, cannot be overemphasised in this very moment, when the populist political slogans, such as, "take control back" might gather further momentum. We all know the 2007-8 great recession could have been even worse than the Great Depression of 1930s. What made the difference was international cooperation, policy coordination, by systemically important economies, namely the G20. The G20 played a role in stimulating the global economy and the refrain of "beggar thy neighbor", in other words the protectionist impulse. Therefore, the G20 was instrumental. In this regard, the EU leaders at the time and the US leaders deserve full credit for initiating this international economic cooperation. Therefore, I would emphasise the importance of international economic cooperation.

---

<sup>2</sup> Transatlantic Free Trade Area (TAFTA).

### **Christian Makarian**

Madame Kocher, quelle a été votre expérience personnelle et professionnelle de souveraineté économique ?

### **Isabelle Kocher, Engie**

Deux idées simples.

Premièrement, le territoire de légitimité d'une nation est d'abord la paix, bien avant l'économie. Deuxièmement, les nations ne doivent pas chercher à s'occuper de tout, mais plutôt à fixer des règles du jeu, des cadres qui fonctionnent. Les réalités physiques et techniques réduisent le caractère national de ces cadres : ils sont soit de plus en plus supranationaux, soit au contraire hyper-locaux et infranationaux.

Après l'expérience effroyable des deux guerres mondiales, les pères fondateurs de l'Europe voyaient dans la paix le premier territoire de légitimité des nations. Ce n'est pas n'importe quel pays qui vient de sortir de l'Europe, c'est celui qui s'est le plus exposé lors du deuxième conflit, celui qui accueillit les forces du débarquement, dont le Premier ministre a même proposé à un certain moment la fusion du Royaume-Uni – qui n'était pas encore le Royaume-Unis – et de la France.

Quelle est la signification de ce départ ? Cela signifie que l'Europe a complètement perdu de vue son destin initial, qu'elle s'est transformée – nous en sommes tous responsables – en une gigantesque machine administrative, dont plus personne ne peut appréhender la vision et le sens. Si nous organisions ici un quizz sur le rôle exact du Conseil de l'Europe, de la Commission européenne et du Parlement européen, je ne suis pas convaincue que nous aurions tous la moyenne. Nous avons perdu la vision initiale. Pour autant, la question de la paix n'est pas une problématique du passé, sinon nous aurions raison de passer à autre chose. Certes, les menaces sont d'un autre type aujourd'hui, mais la sécurité et la paix restent un sujet primordial, y compris en Europe. L'Europe est une terre extraordinaire de richesse, de culture, de science ; en latin, on dirait : « *corruptio optimi pessima* ». Autrement dit, c'est du meilleur que peut sortir le pire : l'Europe l'a montré.

Nous avons l'opportunité de refonder l'Europe, et ma conviction personnelle est qu'il faut revenir aux racines et au dessein d'une vision partagée, d'un destin commun, qu'il faut projeter à nouveau sur ce territoire. S'agissant des politiques économiques, il est impossible de faire abstraction des réalités physiques. Je ne crois pas que tout puisse être réglé à l'échelle totalement globale. Certains sujets ne peuvent l'être qu'à cette échelle, à commencer par le réchauffement climatique. Tous les pays qui émettent du CO<sub>2</sub> créent un problème pour tous les autres : il nous faut là une gouvernance mondiale. D'autres problèmes, en revanche, ne se gèrent pas à l'échelle mondiale, comme la politique monétaire. Cette dernière doit prendre en compte des réalités physiques, des métriques et associer des pays relativement convergents.

Pour ce qui est de l'énergie, nous ne pouvons pas faire abstraction de la réalité de l'interconnexion : je ne crois pas à une politique énergétique à 28 ou 27. En revanche, comment ne pas avoir une politique énergétique commune avec l'Allemagne, sachant que chaque décision prise par le gouvernement allemand a presque autant d'impact pour les citoyens français que pour les citoyens allemands ? C'est une « plaque de cuivre », comme nous l'appelons dans notre jargon d'énergéticien car la réalité des réseaux de ce marché est en fait unique. Je crois à un cadre souple, supranational dans un certain nombre de cas, mais ajusté aux problématiques, et à un cadre infranational dans d'autres cas. En tant que professionnels de l'énergie, nous observons l'arrivée d'un monde très largement décentralisé

à l'échelle des territoires. Chaque maire a en tête une politique énergétique à son échelle. Le cadre pertinent est donc infranational, et de plus en plus hyper-local.

Il nous faut revenir à un socle très solide de destin partagé, qui – pour moi – s'appuie sur la paix et la sécurité. Plus ce socle sera commun, plus l'Europe pourra étudier de manière décomplexée des cadres plus souples qui rassembleront des pays sur des problématiques dont le regroupement fera sens. Ce cadre sera multiforme, mais sur des fondations beaucoup plus solides qu'aujourd'hui.

#### **Christian Makarian**

L'Europe n'est pas le centre du monde. Le Chili tire bien son épingle du jeu. Monsieur Mario Marcel, je vous remercie de nous expliquer votre spécificité en matière de souveraineté.

#### **Mario Marcel, *Banque Centrale du Chili***

Okay, thank you very much, Mr. Chair. Speaking of neighbours, I would like to say that I am very honored to be here with Mr. Pascal Lamy because he was our counterpart when we were negotiating the free trade agreement with the European Union and I will start by saying that we have no regrets on that. That is a substantial part of our economic evolution over time. A country that is small like Chile has multiplied its per capita income four times in a matter of 30 years, so I think that globalization for a country like us, has been extremely beneficial.

Still, I would like to address the theme of this panel from a narrower point of view, particularly from the macro-economic point of view, that is if we have a number of crises that are systemic or global in nature, can we really face it with national policies?

There are still plenty of crises around the world that are not global but are national in origin. There are a number of cases in the emerging world, you are probably familiar with the situation in Brazil, there are a number of other BRICs that are currently under very harsh strains economically and I think that there are many cases of self-inflicted wounds. When we discuss Brexit these days, I think that we also have to think a little of that, no matter how much we blame what happens in Brussels with the European Union, I mean this is a decision that has enormous implications.

Therefore, it seems we are not that sovereign in trying to solve economic crises, but, in many cases, we are very sovereign in creating them and what really makes a difference in this globalised world is contamination because things that happen in one country may easily move towards other countries, mostly through finance.

The second issue is that around the world, there are many countries that face economic strains on their own; they are not necessarily part of an economic bloc or an alliance but they tried to solve their problems alone, sometimes pretty successfully. A few years ago, I was with the OECD,— that was at the height of the Euro crisis—, and I made a comparison of how different groups of countries had faced economic strains and there were basically four or five countries that were pretty outstanding in the way that they dealt with it, namely Sweden, Korea, Australia and New Zealand and Canada. All of those countries have one thing in common, which is that all of them had undergone some kind of crisis prior to the financial crisis or to the Euro crisis.

This group of five countries were as countercyclical as anyone else at the beginning but they were able to unwind some of that fiscal impulse without much difficulty and pretty smoothly, compared to other countries; so let us remember that and that is pretty relevant for emerging countries like mine.



I would argue that for countries that face economic strains in that way, there are basically four factors of success that help you in dealing with that. One is building substantial financial buffers, so that countries can respond, or can absorb, some of the shocks they receive from abroad. Secondly, that they have flexible relative prices so that the economies are able to adjust in the course of a crisis. Thirdly, that they have a sound and well-capitalized financial sector, given that the financial sector is at the very heart of every contamination episode. Fourthly, that you have some kind of social protection system that prevents the crisis spreading through consumption and multiplying in that way.

Chile is one of these cases. The current crisis is a slowdown. It originated in the reversal of the commodities boom of the previous years: essentially it took down the price of copper steeply, copper being our main export. Then our currency depreciated quite substantially, 40% in a matter of two years. That pushed inflation up to the point that we were faced with a dilemma: either we were pro-cyclical and we started adjusting finance, the public finance, or we started raising interest rates, or we allowed these changing relative prices to proceed, through the economy. Because we had these four elements, we were able to take the countercyclical route and that made a very important difference. I would say that, yes, you can build some space for sovereign macro-policies. It is expensive, there is no doubt about that and it is probably the reason why for many countries, it is better to face it regionally. Still I but I do not think this issue is necessarily a black and white dilemma.

### **Christian Saint-Étienne**

Quelques mots de conclusion. Pascal Lamy nous a rappelé que dans une phase de globalisation, même si le taux de croissance du commerce mondial baisse, la globalisation continue. Mais ce n'est pas le seul critère : sur les degrés d'intégration des chaînes de valeur, certaines évolutions sont en cours. Le pouvoir d'influence est celui qui compte dans cette phase de globalisation sinon, la souveraineté n'aurait sans doute pas de sens. Dans la même perspective, Il Sakong a insisté sur l'importance de la coopération internationale dans cette phase de globalisation, puisque la souveraineté n'existe plus. Isabelle Kocher a ajouté que les nations telles qu'elles existent aujourd'hui ne sont pas nécessairement à la bonne échelle. La définition des principes d'une politique économique est sans doute plus adaptée au niveau de l'Europe, mais pour négocier des contrats, le niveau infranational est peut-être plus adapté. Néanmoins, une réflexion sur la souveraineté nationale s'impose.

Comme nous l'a appris Fernand Braudel, dans une phase de globalisation, on assiste à une hiérarchisation des puissances et des nations. Normalement, tout se déroule sans difficulté et les frontières des nations sont censées s'effacer. *In fine* émergeraient les meilleures entreprises et les meilleurs individus. Mais parfois, les nations résistent, c'est ce qu'a fait du Royaume-Uni.

Deux types de questions se posent, et Monsieur Le Drian pourra éventuellement nous fournir des indications sur ce point. Quand une nation considère que la place qu'elle est en train d'acquérir dans cette division internationale du travail et dans cette hiérarchisation des puissances ne lui convient pas, elle peut perturber l'évolution et refuser la place qui lui est attribuée sur la base de l'optimisation de tous les processus. D'une certaine manière, elle entre en rébellion : que se passe-t-il dans ces situations ?

Un deuxième cas, plus intéressant et plus fascinant, concerne les nations qui réussissent admirablement dans le processus de hiérarchisation des puissances, mais qui campent sur réflexes du passé, comme la Chine qui affirme que la mer de Chine lui appartient. Ces nations jouent le jeu de la hiérarchisation des puissances quand cela sert leur intérêt et reviennent au

jeu des territoires lorsqu'elles considèrent que la division internationale des territoires ne leur convient pas. Dans ce contexte, la question de la souveraineté militaire des États peut se poser. Pascal Lamy a rappelé l'importance du pouvoir d'influence sur le plan économique. C'est peut-être également le cas sur le plan militaire.

**Jean-Baptiste Séby, « La Parole aux étudiants »**

Les entreprises ne sont-elles pas finalement les premières garantes de la souveraineté économique, qu'elles soient multinationales ou de taille plus réduite ? À cet égard, quelles sont leurs attentes vis-à-vis des États qui seraient détenteurs de la souveraineté nationale selon la définition consacrée ?

**Isabelle Kocher**

Certaines grandes entreprises françaises sont très internationales, et on ne le dit pas assez, c'est une des richesses de ce pays. Les fameux groupes du CAC40 n'ont pas toujours bonne presse, mais il faut bien constater la densité de grandes entreprises en France. De mon point de vue, c'est une force. Ces entreprises ont des racines, elles ne sont pas apatrides. Elles jouent un rôle évident dans la souveraineté nationale. Elles attendent des gouvernements et des États la mise en place des conditions dont je parlais précédemment. Elles attendent de la stabilité, de la visibilité et des cadres de discussion élargis lorsque c'est pertinent.

Je reviens à l'énergie : il est aberrant de ne pas avoir des politiques énergétiques convergentes en Europe. À défaut de les avoir à 27, nous pourrions au moins les avoir à l'échelle des pays interconnectés. À chaque fois que l'Allemagne prend des décisions massives de développement de certaines technologies, les consommateurs français n'en sont pas toujours informés. Pourtant, ces décisions changent concrètement et fondamentalement la manière dont leur propre énergie est produite. Au passage, c'est le consommateur allemand qui finance une grande partie de la production d'électricité consommée en France. Les entreprises attendent donc des cadres cohérents, elles attendent de leurs gouvernements qu'ils soient capables de prendre rapidement des initiatives dans des cercles adéquats. Nous sommes dans un monde volatil et incertain : nous avons besoin de rapidité d'action et de pragmatisme.

**Pascal Lamy**

Il ne faudrait pas que ces discussions sur la souveraineté brouillent la vision de l'avenir. Nos amis britanniques ont décidé de revenir à 1648 : la paix de Westphalie et la souveraineté de l'État-nation. Très bien. Après tout, ce sont les peuples qui décident dans les démocraties. J'ai mené cette campagne et j'ai dû affronter la presse de Murdoch, qui a raconté des carabistouilles pendant six mois sans que personne ne dise le contraire. *The Economist*, le *Financial Times* et le *Guardian* ne sont pas les organes de presse qui influencent l'opinion du chauffeur de taxi londonien. Le débat public doit être de qualité, nourri, avec des arguments sérieux de part et d'autre. En l'occurrence, cela n'a pas été le cas pour la plupart de ces arguments.

Je reviens sur cette notion de souveraineté parce qu'elle n'existe plus : les arrangements actuels et à venir ne sont pas des arrangements qui pour l'essentiel correspondent à la hiérarchie des États-nations sur le modèle de 1648. Les arrangements du monde d'aujourd'hui et de demain correspondent à des puissances dont certaines sont des États-nations et d'autres des régions ; Nombre de cités qui sont devenues des acteurs plus importants que beaucoup d'États ; d'autres encore sont des entreprises, d'autres des ONG globales.

Tous ceux d'entre nous qui ont assisté à la COP21 ont vu le pavillon des États (Japon, États-Unis...), le pavillon des entreprises (Engie, BP, même McDo...) et le pavillon des ONG (Greenpeace, WWF, etc.). La COP21 a été un arrangement entre ces trois pavillons. Ce ne sont



pas des ambassadeurs à New York qui ont conçu les nouveaux objectifs du Millénaire, et c'est heureux, car les orientations n'auraient pas été aussi claires. Nous ne sommes pas parvenus à maîtriser le SIDA avec des arrangements d'États-nations, mais parce que l'industrie pharmaceutique était en pleine bagarre sur la question des prix différenciés, et qu'un certain nombre d'organisations internationales et des associations se sont impliquées. Si nous voulons influencer et maîtriser cette globalisation, dépassons ces notions quelque peu obsolètes et regardons comment, à l'intérieur de ces nouveaux arrangements et ces coalitions, il est possible de maximiser notre propre influence au service de nos propres valeurs. Je recommande aux jeunes générations de.... ne pas utiliser trop de concepts de vieux !